



XXXXX XXXXX
Gouverneur

XXXXX XXXXX
Secrétaire

XXXXX XXXXX
Assistant du Secrétaire

DATE

DEMANDEUR OU EMPLOYEUR

ADRESSE

VILLE, ETAT, CODE POSTAL

RE: *NOM DU CAS et*

NC Département du Commerce, Division de la Sécurité de l'Emploi

Décision de la Haute Autorité No. (NUMERO DE DOSSIER)

Cour Supérieure Dossier No. (NUMERO DE DOSSIER DE LA COUR)

Cher Demandeur ou Employeur :

Nous accusons réception d'une copie de Requête pour Réexamen Judiciaire de la Décision de la Haute Autorité No. (NUMERO DE DOSSIER) déposée auprès de (NOM DU COMTE) Cour Supérieure du Comté le (DATE). Cette copie a été reçue dans notre bureau le (DATE) par (COURRIER REGULIER, OU COURRIER CERTIFIE, COURRIER AVEC ACCUSE DE RECEPTION).

Si la requête est conforme avec les exigences telles que stipulées dans le N.C. Gen. Stat. § 96-15(h), une copie de l'enregistrement de l'appel sera déposée auprès du (NOM DU COMTE) Clerc du Comté de la Cour Supérieure dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception de la Requête pour Réexamen Judiciaire comme requis par le N.C. Gen. Stat. § 96-15(h). Une copie de l'enregistrement sera remise à toutes les parties en même temps qu'il sera transmis au Clerc.

Une copie de cet accusé de réception est envoyée par courrier au (NOM DU DEMANDEUR OU EMPLOYEUR), le (demandeur ou employeur) ci-inclus. Le (demandeur ou employeur) est, par la présente, notifié qu'(il ou elle) n'est pas partie de la procédure judiciaire de Réexamen Judiciaire à moins qu'(il ou elle) informe la Cour par écrit de son souhait d'être partie dans les dix (10) jours suivant réception de la requête pour réexamen judiciaire, ou à moins que l'employeur dépose une motion pour intervenir conformément à N.C. Gen. Stat. § 1A-1, Loi 24.

Bien Cordialement,

NOM DE L'AVOCAT

Avocat

(RSA/hrb)

cc: (NOM DU DEMANDEUR OU DE L'EMPLOYEUR)

NCJLA700